

Reconstruction impossible: Impact de la contamination liée aux engins explosifs sur les populations touchées en Iraq

L'utilisation d'armes explosives en zones peuplées (notamment frappes aériennes, tirs d'artillerie, roquettes et mortiers lourds) cause des décès, des mutilations et des traumatismes, provoque des déplacements de populations, détruit des infrastructures civiles et entrave l'accès à l'aide humanitaire, tant pendant le conflit que pendant les années ou les décennies qui suivent. En raison de l'inexactitude inhérente à leur conception et à leur utilisation, un grand nombre d'armes explosives n'explosent pas au moment de l'impact, entraînant une contamination des sols par les engins explosifs. Les armes prohibées, comme les mines ou les engins explosifs improvisés, contribuent également à la pollution de vastes territoires. C'est pourquoi nous utilisons le terme « engins explosifs » pour désigner à la fois les mines, les bombes à sous-munitions, les engins non explosés, les engins explosifs abandonnés, les pièges, d'autres engins (tels que définis par le Protocole II à la CCAC) et les engins explosifs improvisés.⁽¹⁾

Les armes qui n'explosent pas au moment où elles sont lancées ou larguées, ainsi que les engins non explosés conçus pour être activés par les victimes, représentent une menace durable pour les civils. Pouvant être à l'origine de décès, de mutilations ou de déficiences permanentes, **la contamination par les engins explosifs a un impact négatif sur l'accès aux services dont dépendent les civils, comme la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, les transports et les télécommunications.** Elle limite également **la mobilité des personnes et le retour des populations déplacées.** Si rien n'est fait, la menace

liée à la contamination peut perdurer pendant des générations, entravant les efforts de paix et de développement.

Sur la base d'une analyse de la littérature et d'entretiens qualitatifs avec des opérateurs de remise à disposition des terres, des acteurs humanitaires locaux et internationaux, des représentants gouvernementaux, des responsables communautaires, des survivants et des membres de leur famille et de leur communauté, le présent rapport identifie et décrit l'impact négatif de la contamination par les engins explosifs pour les communautés touchées dans le gouvernorat de Ninive, en Iraq. **Les engins explosifs continuent à menacer la vie des personnes, la sécurité, l'accès aux terres ainsi qu'à d'autres ressources et services dans les zones polluées de Ninive, et à entraver les efforts des acteurs humanitaires et du développement.** De plus, certains groupes comme les femmes et les personnes handicapées risquent d'être davantage vulnérables aux effets dominos⁽²⁾ de la contamination par les engins explosifs.

Alors que les combats en zone urbaine deviennent de plus en plus fréquents dans les conflits modernes, l'exemple du gouvernorat de Ninive souligne **la nécessité de veiller à ce que la future déclaration politique sur les armes explosives comprenne des provisions claires sur l'impact à long terme de la contamination par les engins explosifs et sur les engagements en matière d'inclusion, de remise à disposition des terres, d'éducation aux risques des engins explosifs,**

1. Définition tirée de la Norme internationale de l'action contre les mines (NILAM) 13.10, première édition, février 2020.

2. Les effets dominos s'étendent au-delà de la zone d'impact de l'arme et durent des jours, des mois, voire des années après l'attaque initiale. Ces effets, qui sont souvent de grande ampleur et systémiques, se traduisent par la perturbation de services essentiels en raison des dommages infligés aux infrastructures cruciales et du déplacement de la population locale. Voir : https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2021/02/EWIPA_Feb21_FINAL2.pdf (en anglais).

d'assistance aux victimes, dans une perspective de transformation des conflits, ainsi que d'accès humanitaire fondé sur les principes, et

de ventilation des données par genre, âge et handicap, afin de minimiser l'impact.

L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées suscite une contamination généralisée

Malgré l'absence de données fiables sur la contamination par les engins explosifs dans le pays, on estime que l'Iraq est toujours l'un des pays les plus touchés au monde. **Près de 3 225 km² de terres seraient contaminées, exposant 8,5 millions de personnes aux risques liés à cette contamination.** Les régions d'Iraq qui ont été reprises à l'État islamique (EI), y compris le gouvernorat de Ninive, présentent des niveaux de contamination particulièrement élevés.

En Iraq, la contamination par les engins explosifs est à la fois « héritée », en référence à la contamination qui s'est produite avant 2014, et « nouvelle », en référence à la contamination résultant du conflit de 2014 à 2017 entre l'État islamique et les forces pro-gouvernementales. **Ce dernier type de contamination se retrouve principalement dans les zones urbaines et semi-rurales:** l'EI a fabriqué et déployé des engins explosifs improvisés (EEI) à une échelle quasi-industrielle sans précédent, tandis que

les forces pro-gouvernementales ont utilisé une grande quantité d'armes explosives, en particulier des armes à large rayon d'impact (notamment frappes aériennes, tirs d'artillerie, attaques de roquettes et mortiers lourds). Les engins explosifs qui en résultent ont été utilisés et pourraient éventuellement être réutilisés par des groupes armés, y compris l'EI, pour fabriquer de nouveaux engins explosifs improvisés, perpétuant la menace liée à la contamination.

La contamination dans les zones peuplées est de nature complexe et souvent « tridimensionnelle », ce qui signifie qu'elle peut se trouver n'importe où: dans le sol, sur des réfrigérateurs, des portes, des fenêtres, au milieu de gravats, de jouets pour enfants, d'appareils ménagers, etc. Cette situation, associée aux niveaux élevés de destruction, compromet sérieusement l'accès sûr aux zones peuplées, y compris dans le cadre des activités de réduction de la violence armée.

La remise à disposition des terres dans les zones peuplées est une tâche difficile, mais nécessaire, pour promouvoir la paix et le développement durable

La remise à disposition des terres polluées par les engins explosifs est l'un des piliers de l'action humanitaire contre les mines (AHM) qui nécessitent le plus de temps, d'efforts et de ressources économiques, que ce soit en Iraq ou dans le reste du monde. Cela est d'autant plus vrai dans les zones peuplées, où les opérateurs sont confrontés à des défis encore plus conséquents. La complexité de l'environnement dans les zones peuplées exige souvent des équipements, du matériel et des compétences spécifiques, qui ne sont pas toujours faciles à obtenir. Les procédures relatives aux logements, au droit foncier et aux droits de propriété posent des difficultés supplémentaires à la remise à disposition des terres, car l'identification des propriétaires fonciers est un processus non seulement long et complexe, mais qui peut également être à l'origine de conflits.

Tout en évitant de nouvelles victimes d'engins explosifs, **la remise à disposition des terres, associée à des activités d'éducation aux risques des engins explosifs, d'assistance aux victimes et de transformation des conflits, joue cependant un rôle clé dans ce que l'on appelle le « triple nexus » entre l'action humanitaire, la paix et le développement.** À ce titre, une remise à disposition efficace des terres est indispensable à la réalisation du Programme 2030 des Nations Unies.

En Iraq, la plupart des opérateurs de la lutte antimines considèrent la remise à disposition des terres comme le cœur de leur activité, sans nécessairement comprendre l'intérêt des activités de suivi et d'évaluation pour mieux comprendre, démontrer et exploiter les avantages de la lutte antimines qui met en œuvre un modèle plus



Un passant marche devant un étui de munition abandonné au milieu de Mossoul. © F.Vergnes / HI

exhaustif, intégrant non seulement la restitution des terres, l'éducation aux risques des engins explosifs et l'assistance aux victimes, mais aussi la transformation des conflits. Ces interventions doivent être **conçues et évaluées de façon à inclure des indicateurs de résultats liés à l'âge, au genre et au handicap, plutôt que les indicateurs**

de rendement traditionnellement utilisés (à savoir le nombre de dispositifs neutralisés et le nombre de mètres carrés dépollués), **afin de mesurer efficacement l'impact sur la vie des personnes concernées** (niveau de revenu, nombre de repas par jour, accès sûr à l'eau, scolarisation des filles, etc.).

« Le niveau de contamination est élevé dans les zones contaminées par les engins explosifs. La contamination est dangereuse et mortelle, et doit être complètement éliminée afin que la population puisse vivre pacifiquement dans la région. Nous ne pouvons pas accéder aux services en raison de la présence d'engins explosifs. »

Membre de la communauté (femme), Mossoul

L'éducation aux risques des engins explosifs est efficace lorsqu'elle est adaptée aux comportements à risque au sein de la population touchée

L'efficacité de l'éducation aux risques des engins explosifs à Ninive varie selon les groupes cibles. **Cette approche est généralement considérée comme efficace pour ceux qui ne connaissent pas les dangers existants, notamment les enfants et les retournés récents.** Elle ne semble toutefois pas

adaptée aux personnes dont **les comportements à risque sont motivés par le manque de moyens de subsistance ou de logements alternatifs, ni pour celles qui vivent dans une zone contaminée depuis plus longtemps.**

« Je savais bien que l'EI avait posé des mines partout... Mais je suis berger et je devais m'occuper de mon bétail. »

Survivant d'engin explosif (homme), Sinjar

En outre, les supports utilisés dans le cadre des activités d'éducation aux risques des engins explosifs sont parfois inadaptés à la situation locale, que ce soit sur le plan de la langue ou du contexte

(par exemple, type de contamination traité). Ils sont rarement accessibles aux personnes présentant différents types de déficiences.

Les efforts en matière d'assistance aux victimes permettent aux personnes et aux communautés touchées par les engins explosifs de jouir de leurs droits et de satisfaire leurs besoins

L'assistance aux victimes repose sur **une approche intégrée** impliquant tant le secteur de la lutte antimines que d'autres secteurs comme la santé, la protection sociale, le travail et l'éducation pour répondre aux besoins des survivants, des familles des personnes blessées et/ou tuées et des communautés touchées, et garantir leurs droits.

Les données montrent toutefois que les victimes n'ont pas accès aux services de base.⁽³⁾ Ninive est le gouvernorat dans lequel le secteur de la santé a le plus souffert du conflit. **De nombreux établissements de santé sont toujours détruits. Là où les installations médicales ont été remises en état, la contamination empêche la population d'accéder aux services de santé.** En raison de multiples risques d'exclusion liés à l'intersectionnalité de facteurs comme le handicap, le genre et l'âge, **l'accès aux services de santé est sans doute encore plus limité pour certains**

groupes comme les femmes ou les personnes handicapées. D'autres facteurs limitant l'accès aux soins de santé ont également été identifiés, notamment la mauvaise qualité des services et l'incapacité à payer les frais médicaux.

À Ninive, l'accès à l'éducation est gravement compromis, car de nombreuses écoles ont été détruites pendant le conflit. Certaines écoles, ainsi que les routes qui y mènent, restent contaminées par des engins explosifs. Cela peut être un facteur d'abandon scolaire déterminant, les parents ne souhaitant pas que leurs enfants parcourent de longues distances pour se rendre à l'école la plus proche encore ouverte ou craignant que leurs enfants puissent trouver des engins explosifs ou jouer avec ce type d'engins sur le chemin de l'école. Cette peur réduit également la volonté et la motivation des enfants.

« Depuis que la région est contaminée, nous ne laissons pas nos enfants aller seuls à l'école. Nous avons peur qu'ils puissent jouer avec des engins explosifs. Nous avons même peur qu'il y ait un engin explosif à l'intérieur de l'école. »

Membre de la communauté (homme), Mossoul

La contamination a un impact important sur les moyens de subsistance de tous les membres de la communauté. En particulier, la présence d'engins explosifs empêche bien souvent les

agriculteurs et les bergers d'accéder à leurs terres. Cela donne parfois lieu à des comportements à risque, certaines personnes pénétrant sur des terrains contaminés pour assurer leur subsistance.

3. Dans le cadre du présent document, la notion d'« accès aux services » repose sur les six critères suivants : disponibilité, accessibilité, acceptabilité, accessibilité économique, redevabilité et qualité technique. Voir : HI, fiche d'information n° 9, « Comment mettre en œuvre les obligations liées à l'assistance aux victimes ? », 2013. Disponible à l'adresse suivante : https://blog.hi.org/wp-content/uploads/2019/10/VA_Factsheets_All_FR-small.pdf



Une maison de Sinjar ville totalement détruite lors des affrontements de 2017. Dans certains bâtiments, des roquettes non explosées et des booby-traps subsistent. © F.Vergnes / HI

Les recherches ont montré que l'accès des femmes à l'emploi est très limité dans les zones de conflit. On considère cependant que les hommes sont davantage touchés par le manque d'accès aux

moyens de subsistance, car ce sont généralement eux qui subviennent aux besoins de leur famille.

« Les membres de la communauté ne me perçoivent plus de la même façon depuis l'incident. Ils considèrent que je ne peux plus subvenir aux besoins de ma famille. »

Survivant d'engin explosif (homme), Sinjar

Parmi les personnes les plus touchées par la contamination liée aux engins explosifs figurent les survivants d'accidents liés aux engins explosifs, qui ont souvent besoin de services spécialisés pour vivre dignement. **Malgré d'importants besoins, les services disponibles sont généralement d'une portée et d'une qualité limitées. De plus, ces services sont principalement fournis par des acteurs humanitaires et ne sont pas**

réellement intégrés dans les efforts plus vastes en lien avec la santé, la société, l'éducation, le travail et le handicap. La réticence des bailleurs à donner la priorité à l'assistance aux victimes, ainsi que le **manque de financements** qui en résulte, figurent parmi les principales raisons de la faible disponibilité, du manque de qualité et de la fragmentation des services destinés aux victimes.

« Avant l'incident, j'avais l'habitude de rendre visite à mes amies. Maintenant, je ne peux plus le faire : j'ai du mal à marcher et ma vue est mauvaise. Alors, je passe la plupart du temps chez moi. »

Enfant victime d'engin explosif (fille), Sinjar

Pour combler les lacunes actuelles en matière d'assistance aux victimes et pouvoir assurer une éducation aux risques des engins explosifs et une remise à disposition des terres inclusives, il est important de disposer d'informations précises et complètes sur le nombre de victimes d'engins explosifs et sur leur situation, y compris des

données ventilées par genre, âge et handicap, mais également sur la présence de services de qualité. Même si le gouvernement iraquien s'est engagé à respecter différentes conventions l'obligeant à recueillir des données sur les victimes, et malgré l'existence de différents mécanismes de collecte de données, les données font cruellement défaut.

Un modèle global de réduction de la violence armée est essentiel pour améliorer la cohésion sociale au sein des communautés touchées par les engins explosifs

La contamination par les engins explosifs a un impact négatif sur la cohésion sociale⁽⁴⁾ et empêche trop souvent de transformer positivement la dynamique des conflits. **On considère avant tout la contamination comme un facteur important empêchant les populations déplacées de rentrer chez elles.** Une personne déplacée interne sur douze indique que la présence d'engins explosifs constitue un obstacle à son retour.⁽⁵⁾ Ne pouvant rentrer chez elles en toute sécurité, les familles restent déplacées et les communautés ne sont pas en mesure de se reconnecter et de continuer à construire collectivement leur résilience.

La contamination a également accru les tensions au sein des familles de diverses façons. L'impact le plus évident, c'est que les accidents peuvent entraîner des déficiences permanentes chez les survivants, modifiant ainsi les rôles et responsabilités des membres de la famille et pouvant créer des tensions entre eux. Les effets indirects de la contamination sur la cohésion sociale, comme l'accès limité aux moyens de subsistance et aux services, par exemple, peuvent aussi générer des tensions au sein des familles. Les femmes sont particulièrement vulnérables dans de telles situations, car les tensions peuvent aboutir à des violences basées sur le genre.

« La peur est devenue un sentiment dominant pour de nombreux membres de la communauté qui vivent dans des zones contaminées ou à proximité. Ils se sentent toujours en danger ; personne ne se sent en sécurité. Cela affecte évidemment le bien-être psychologique de la population. »

Opérateur de la lutte antimines

Au niveau communautaire, les accidents liés aux engins explosifs peuvent conduire à accuser un groupe particulier de la contamination. Dans les cas les plus extrêmes, cela peut conduire à des actes de représailles. **La contamination attise également la peur parmi les membres de la communauté, réduisant la volonté de voyager et la disponibilité des espaces publics, et augmentant la concurrence face aux ressources, en raison du manque de services et de moyens de subsistance.**

Pour obtenir un impact plus large et plus durable, les efforts doivent non seulement porter sur les effets

immédiats de la violence armée, mais aussi sur ses effets à long terme et sur ses causes profondes. Cela est d'autant plus crucial lorsque la dynamique des conflits entre dans un cercle vicieux où la violence armée est à la fois une conséquence et une cause de la recrudescence des conflits. Il est impératif que le secteur de la lutte antimines veille à ce que ses interventions tiennent compte des risques de conflit et, dans la mesure du possible, contribuent à la transformation des conflits afin de briser l'engrenage de la violence.

4. Selon l'OCDE, une société cohésive est une société qui s'efforce d'assurer le bien-être de tous ses membres, lutte contre l'exclusion et la marginalisation, crée un sentiment d'appartenance, favorise la confiance et offre à ses membres la possibilité de s'élever sur l'échelle sociale. À ce titre, la cohésion sociale constitue à la fois un aboutissement souhaitable et un moyen de développement inclusif. Voir : <https://www.oecd.org/dev/inclusivesocietiesanddevelopment/social-cohesion.htm> h/24 et 7 (en anglais).

5. REACH, Multi-Cluster Needs Assessment VIII, octobre 2020.



Une mosquée détruite dont les débris ont été piégés, à Sinjar. © F.Vergnes / HI

Recommandations générales destinées à la communauté internationale, y compris au gouvernement iraquien et aux autres États, aux bailleurs et aux opérateurs de la lutte antimines:

- **Recommandation 1:** soutenir l'élaboration d'une déclaration politique forte interdisant l'utilisation d'armes explosives à large rayon d'impact dans les zones peuplées et comprenant des engagements fermes en matière de remise à disposition des terres, d'éducation aux risques et d'assistance aux victimes.
- **Recommandation 2:** conformément aux Plans d'action d'Oslo et de Lausanne, ne pas utiliser de mines ni de bombes à sous-munitions, déminer les zones contaminées, assurer l'éducation aux risques des engins explosifs et fournir une assistance aux personnes et aux communautés touchées.
- **Recommandation 3:** reconnaître l'action humanitaire contre les mines comme une condition préalable à tout relèvement immédiat ou à long terme, et continuer à mettre en avant le caractère humanitaire des activités de lutte antimines.
- **Recommandation 4:** assurer le financement de l'aide humanitaire afin d'élargir de manière significative les activités de lutte antimines, conformément aux Normes internationales de l'action contre les mines (IMAS) et aux principes humanitaires.
- **Recommandation 5:** encourager le recours à une approche globale de la réduction de la violence armée comprenant la remise à disposition des terres, la destruction des stocks, l'éducation aux risques des engins explosifs, l'assistance aux victimes, le plaidoyer et la transformation des conflits, et intégrant une perspective transversale du genre, de l'âge et du handicap et une approche intersectionnelle.

Publié par Humanity & Inclusion - Handicap International

Site Internet: <http://www.hi.org>



La mise en œuvre de cette étude a été soutenue financièrement par le ministère des Affaires étrangères du Luxembourg. Les points de vue et opinions contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme reflétant les points de vue du gouvernement luxembourgeois.



Publié pour la première fois en octobre 2021, © Handicap International.

Handicap International est immatriculée en France sous les références suivantes : N° SIRET : 519 655 997 00038 - Code APE : 9499Z.

Cette publication est protégée par le droit d'auteur, elle peut être reproduite par n'importe quelle méthode sans frais ni autorisation préalable à des fins pédagogiques, mais ne peut pas être revendue. Pour copier ce document dans d'autres circonstances, une autorisation écrite préalable doit être obtenue de l'éditeur, et des frais peuvent être payables.